

L'avenir de la télévision

Pierre Barrette

Court métrage Québec
Number 131, March–April 2007

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/12738ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (print)
1923-5097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Barrette, P. (2007). L'avenir de la télévision. *24 images*, (131), 56–57.

L'avenir de la télévision

Les récentes audiences du CRTC sur la télévision en direct ouvrent la voie à des bouleversements majeurs dans le paysage audiovisuel canadien

par Pierre Barrette

La télévision telle qu'on la connaît a maintenant un demi-siècle d'existence. Du point de vue de l'histoire et des cycles de l'humanité, il s'agit de presque rien, une brise légère soufflant sur le grand train en marche. Mais tous ceux qui ont vécu ces cinquante années peuvent témoigner de l'extraordinaire impact de la petite boîte à images sur l'ensemble de la société : en effet, le monde dans lequel nous vivons s'est construit à plus d'un titre en relation étroite avec les nouveaux impératifs qu'elle a peu à peu imposés aux politiciens et aux industriels – tous ceux qui ont une image à soigner ou à vendre – mais aussi aux artistes, aux journalistes, aux citoyens ordinaires, dont le rapport au réel est désormais fortement déterminé par le flux d'images produit en continu par la télévision. Nous sommes tentés de croire par ailleurs que si cela est vrai à très large échelle, le cas du Québec est un peu particulier; les angoisses identitaires de la nation – il semble qu'il soit désormais légitime de désigner ainsi ce que nous fûmes de toute éternité – ont vite trouvé dans le « miroir » télévisuel une forme de réconfort, peut-être la preuve par l'évidence d'une existence qui se matérialisait tout à coup sur les millions d'écrans disséminés dans l'immense territoire. Les Québécois, beaucoup plus que les autres Canadiens, se sont projetés dans leur télévision au point d'en faire leur premier relais identitaire, devant la presse, la littérature et le cinéma : en ce sens, Radio-Canada et Télé-Métropole, et depuis peu TQS, peut-être davantage que toute autre institution, ont contribué par leur program-

mation « généraliste » à tracer les contours de ce qui fait aujourd'hui le Québec.

Ce que désignent en le problématisant les récentes audiences du CRTC sur la « télévision en direct » (entendre par là la télévision gratuite, accessible dès lors qu'on possède un poste... muni d'une bonne antenne), c'est ce modèle de télévision qui est aujourd'hui en péril. La déréglementation progressive amorcée par le CRTC dans les années

Les angoisses identitaires de la nation [...] ont vite trouvé dans le « miroir » télévisuel une forme de réconfort, peut-être la preuve par l'évidence d'une existence qui se matérialisait tout à coup sur les millions d'écrans disséminés dans l'immense territoire.

1980 et l'arrivée dans la même mouvance de nombreux modes alternatifs de diffusion (la télé payante, le câble, le satellite, le réseau Internet et le numérique) ont complètement transformé les données du problème. Les jeunes regardent moins la télévision, l'offre culturelle est en hausse, les chaînes spécialisées ont vu leur auditoire augmenter considérablement depuis dix ans, tout cela au

moment même où les coûts de production ne cessent de grimper alors que les revenus publicitaires stagnent. On accuse souvent les télévisions privées de baisser le niveau général du contenu en s'engageant dans des stratégies commerciales douteuses (il faut voir jusqu'où ira la télé-réalité...), en flirtant avec la démagogie ou en démissionnant carrément de leur mission culturelle; celles-ci accusent à leur tour le réseau public de jouer le jeu de la concurrence alors que son mandat – lié au financement public dont il profite – devrait le tenir au moins partiellement à l'écart de la course aux cotes d'écoute. De telles séances de crépage de chignon sont en fait la manifestation concrète que l'ancien équilibre entre les réseaux est désormais bien précaire, et que des changements importants se préparent. Dans le but de résoudre la crise, les télé-généralistes demandent au CRTC de changer les règles du jeu en leur faveur pour leur permettre de toucher elles aussi une « redevance » des câblodistributeurs, sommes importantes auxquelles seules les chaînes spécialisées ont droit en ce moment. Mais – on l'avait vu venir – Astral Médias (Canal Vie, Musique +, Canal D et bien d'autres) et les autres propriétaires de ces médias refusent de partager la tarte avec les généralistes, qu'ils accusent à leur tour d'être trop gourmands. Qui dit vrai?

Divergence et unité

Il est facile dans ce débat qui anime tout le milieu de la télévision depuis quelques années de garder les yeux sur les chiffres et de s'en remettre pour se faire une idée au discours de ceux qui



crient le plus fort; difficile en effet de ne pas entendre les arguments de Pierre-Karl Péladeau (TVA) et de Sylvain Lafrance (SRC), qui s'interpellent et se répondent par lettres aux journaux interposées, chacun tirant chaque jour avec un peu plus d'insistance sur son bout de couverture. Dans le cas de Péladeau, on peut se permettre d'avoir des réserves lorsqu'il prétend vouloir défendre «la vitalité culturelle du Québec», surtout lorsqu'on constate que chacune de ses promesses semble assortie d'une menace dans le cas où des profits «suffisants» ne seraient pas au rendez-vous. Ainsi, tout le débat sur les séries lourdes, l'an passé, a assez bien démontré que la «vitalité culturelle» de la fiction, à TVA, se mesure avant tout à l'aune de sa «vitalité financière», et qu'à défaut d'être profitable aucun «produit» n'a sa raison d'être à la télévision privée. Mais peut-on reprocher à un industriel dirigeant les destinées d'un empire médiatique de juger la «performance» d'une émission avec les seuls critères qui importent à ses actionnaires? Les arguments de Sylvain Lafrance en faveur d'une télévision publique généraliste «de qualité, riche et diversifiée» sont probablement plus crédibles, mais comment un organisme tributaire des subsides du Parlement d'Ottawa peut-il espérer tirer son épingle du jeu dans un marché déréglementé subissant les pressions du tout-venant néolibéral, qui plus est à un moment où les conservateurs dirigent le pays?

Il semble que ce soit justement sur ce point particulier que la polémique sur l'avenir de la télévision a vite fait de se transformer en impasse : d'un côté, la «mission» culturelle impartie aux généralistes ne sera jamais sérieusement prise en compte par les chaînes privées (il faut voir comment CTV, du côté anglophone, se fiche éperdument de cette mission et offrirait, si cela était possible, un maximum de contenu américain à son auditoire, qui de toute manière en redemande...); d'un autre côté, si le réseau public canadien

(un peu à l'image de la CBC, qui a démissionné de la compétition et programme régulièrement du ballet ou des concerts contre *CSI* ou *Grey's Anatomy*) prend trop au pied de la lettre sa vocation «éducative», elle le fait au risque d'une marginalisation presque complète qui mettrait la SRC sur le même pied que Télé-Québec. Et satisfaire le petit nombre des prosélytes de la grande culture et de l'information, c'est aussi paradoxalement lais-

Mais le choix qui s'offre aux décideurs va bien au-delà d'une décision d'affaires ou de finances publiques. Le sens et la valeur d'une véritable télévision généraliste dans le contexte particulier de la nation québécoise en 2007 ne se mesurent ni au nombre de téléthéâtres diffusés dans une année, ni au dilemme de produire ou non des séries lourdes déficitaires.

ser le champ libre aux généralistes privés qui seraient bien heureux de pouvoir «confier» à la télévision d'État le soin d'éduquer le bon peuple cependant qu'il le divertit – et qu'il empêche le magot.

La dernière cérémonie

Pensons au modèle proposé par l'industrie du cinéma ou le monde de l'édition littéraire : il s'agit là d'institutions financées

à une hauteur telle qu'il s'agit ni plus ni moins que d'entreprises culturelles d'État, ce dont peu de spectateurs et de lecteurs se rendent compte lorsqu'ils achètent un roman ou paient leur droit d'entrée au cinéma. Et pourtant, avons-nous envie collectivement de nous passer d'une littérature et d'une cinématographie fortes et vivantes? Le marché québécois, contrairement au marché français et *a fortiori* au marché des États-Unis, pourra très difficilement absorber la fragmentation de l'assiette publicitaire consécutive à la multiplication désormais exponentielle des chaînes offertes au public. Mais le choix qui s'offre aux décideurs va bien au-delà d'une décision d'affaires ou de finances publiques. Le sens et la valeur d'une véritable télévision généraliste dans le contexte particulier de la nation québécoise en 2007 ne se mesurent ni au nombre de téléthéâtres diffusés dans une année, ni au dilemme de produire ou non des séries lourdes déficitaires; face à l'explosion de l'offre et à la possibilité de plus en plus réelle pour le téléspectateur de se composer un menu à la carte déterminé entièrement par ses goûts et disponibilités, la télévision en direct, gratuite et rassembleuse – qu'on pense à certains épisodes de *La petite vie* qui selon les sondages attiraient quatre millions de personnes devant leur petit écran –, est peut-être le dernier grand rituel capable de *générer du social* malgré le procès de l'individualisme et la fragmentation qui affectent notre condition, un des seuls lieux à même d'offrir aux individus atomisés qui composent le monde d'aujourd'hui le simulacre d'un espace public. Sacrifier cet espace sur l'autel de la compétition et de la concurrence, en appeler aux incontournables lois du marché et du progrès technologique pour laisser agir une tendance inéluctable, ce serait, en quelque sorte, procéder lentement mais sûrement à la liquidation de notre identité. ■

